

## Thomas Porcher : "Il faut en finir avec le discours dominant"

Dettes de l'État, dépense publique, CSG, marché du travail... l'économiste Thomas Porcher s'attache à démonter une à une les prétendues "vérités économiques" assénées par les économistes orthodoxes. Son *Traité d'économie hérétique* est un manuel d'autodéfense visant à regagner la bataille des idées.

▣ Thomas Porcher

Membre des Économistes Attérés,  
auteur du *"Traité d'économie hérétique"* (Fayard, 2018).



Photo : Thomas Porcher © DR

Que pensez-vous de la politique économique menée par ce gouvernement ?

► Elle fait des cadeaux aux plus riches tout en demandant aux plus pauvres de se serrer la ceinture. Emmanuel Macron va offrir 24 milliards de baisse d'impôts qui profiteront majoritairement aux ménages les plus riches et aux entreprises. La suppression de l'ISF sur les placements financiers profitera ainsi aux 340000 ménages les plus riches, les mêmes qui détiennent déjà 25% du patrimoine français. Concurrément, les coupes sur la dépense publique signifient moins d'emplois aidés, une diminution des APL, plus de contrôles sur les chômeurs et des infrastructures publiques qui vont se dégrader.

Estimez-vous qu'il y a une mise en péril de notre modèle social ?

► Depuis 20 ans, il y a clairement une volonté politique de le mettre en péril. Notre modèle social est constamment présenté comme un poids. Jamais pour son utilité. À chaque fois que le terme "modèle social" est évoqué dans une émission, c'est pour rappeler son coût, expliquer pourquoi ce "carcan rigide" empêche l'économie française de s'adapter à la mondialisation, dramatiser les fraudes sociales ou encore pour accuser les fonctionnaires d'être des privilégiés.

En revanche, personne ne rappelle les bienfaits de ce modèle : nos retraités ont les pensions parmi les plus élevées d'Europe, et contrairement aux États-Unis, tout le monde a accès aux soins. La casse du modèle social profite tout de même à certains : aux plus riches et aux compagnies privées. Aux plus riches, car l'augmentation des inégalités favorise l'envolée des hauts revenus et aux entreprises privées, car cela leur permet de récupérer des pans entiers de la sphère publique.

Au lieu de casser notre modèle social, nous aurions besoin de l'approfondir et de le consolider avec : une remise à niveau de nos transports, un programme urbain, un nouveau pacte social en faveur de l'éducation, de l'hôpital, de la culture, de la sécurité et de la justice, une aide aux personnes en perte d'autonomie et accueil de la petite enfance. Ces activités permettraient de créer des centaines de milliers d'emplois non délocalisables et répondraient à des besoins concrets.

### Manifestation des retraités, grève des cheminots, ras-le-bol du personnel des EHPAD... approuvez-vous ces mobilisations ?

► Oui, complètement. Il est difficile de rester insensible à la colère des retraités. Leur protestation est à la fois justifiée et légitime. Pour offrir 900 euros supplémentaires par an à un cadre supérieur gagnant 5000€ par mois, un retraité avec une pension de retraite de 1600 euros va voir baisser son pouvoir d'achat en raison de la hausse de la CSG. C'est révoltant. La redistribution se fait des riches vers les pauvres et des actifs vers les inactifs, et pas l'inverse. Idem pour les cheminots. Faire croire que les problèmes de la SNCF proviennent du statut des cheminots est un mensonge. La réalité est tout autre : la France, contrairement à l'Allemagne, a refusé d'annuler la dette de la SNCF et aujourd'hui le gouvernement utilise cette annulation de dette pour remettre en cause le statut des cheminots.

Concernant les EHPAD, les hôpitaux ou les pompiers, comment voulez-vous qu'ils exercent leur métier convenablement avec des moyens insuffisants ? Ces services ont utilité, tout le monde en est conscient. Alors pour quelles raisons le gouvernement préfère-t-il offrir des baisses d'impôts aux plus riches pour ensuite couper dans le financement de ces services qui bénéficient à tous ? Il est navrant de constater que les 1% les plus riches arrivent à obtenir beaucoup plus de faveurs que le reste de la population.

### La flexibilisation du marché du travail mise en oeuvre par Macron était-elle nécessaire ?

► Nous connaissons la musique par coeur : notre pays est bloqué à cause d'un marché du travail trop rigide, les contrats sont trop protecteurs et n'incitent pas les employeurs à embaucher, le Code du travail est lourd et compliqué pour les chefs d'entreprise, tous les pays qui ont flexibilité leur économie vivent dans la prospérité, etc. La réalité est pourtant bien différente. En France, il y a eu beaucoup de réformes du marché du travail ces

dernières années. Sans aucun effet sur le chômage. La Commission européenne en compte 165 en France entre 2000 et 2013. Pourquoi n'a-t-on jamais tiré un bilan de ces réformes ? Pourquoi n'a-t-on jamais réalisé d'évaluation sérieuse de ces réformes ?

D'autres pays ont également flexibilisé leur marché du travail. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le bilan est plus que mitigé. Par exemple, le Royaume-Uni a vu son chômage baisser alors qu'en Espagne le taux de chômage est à 18%. Mais dans les deux cas, on observe une constante : la croissante précarisation des travailleurs. La flexibilité du marché du travail entraîne uniquement la baisse des droits des salariés, jamais de ceux des patrons, ni des actionnaires. Les salariés l'ont bien compris et partout où ces mesures ont été appliquées, les gouvernements ont dû le faire par passage en force.

Pour justifier leurs réformes économiques, des membres du Gouvernement ont parlé de réformes de "bon sens" et de "mesures pragmatiques". La science économique est-elle réellement capable de produire des vérités objectives ?

► La vraie force des libéraux est d'avoir réussi à convaincre l'opinion qu'ils ne faisaient pas de l'idéologie. Ce qui est complètement faux. L'économie n'est pas une science neutre avec des vérités indiscutables. Les mesures avancées ne relèvent donc pas du "bon sens" ou du "pragmatisme", mais du "fanatisme". Quand les membres du Gouvernement répètent en boucle qu'il n'y a pas eu de réformes en France depuis 30 ans, ils prennent les Français pour des imbéciles. Parce qu'il y a eu énormément de réformes sur le marché du travail avec la création de l'intérim, des CDD, des stages ; sur le modèle social avec les techniques de management, les obligations de rentabilité ; sur la sphère économique avec la déréglementation des marchés financiers, la privatisation des entreprises, l'ouverture à la concurrence. Pourquoi le gouvernement ne tire-t-il pas un bilan de cette aventure ? Pourquoi faudrait-il aller encore plus loin pour que les choses aillent mieux ? Il n'y a pas de vérités économiques qui justifient ces réformes. Lorsqu'un gouvernement vous présente une réforme, il faut se demander une seule chose : à qui cela profite-t-il ? Car toute réforme modifie la contribution des efforts et la répartition des richesses.

Dans votre dernier ouvrage, vous vous attaquez frontalement aux "économistes orthodoxes". Que leur reprochez-vous ?

► Pour dominer un esprit libre, il faut lui imposer un cadre de réflexion. Ce cadre doit à la fois apparaître comme naturel, tout en étant suffisamment robuste pour que personne ne puisse le remettre en cause. L'histoire de la science économique a vu s'affronter différents courants de pensée. Aujourd'hui, les économistes orthodoxes représentent la pensée dominante. Leur stratégie consiste à museler et à écraser les économistes hétérodoxes, notamment en refusant qu'une autre section CNU soit créée à l'université ou en usant d'attaques de plus en plus violentes, comme l'illustre le livre *Le négationnisme économique* de Cahuc et Zylberberg. Croyant détenir la vérité, ils ont pourtant influé

*négativement et dramatiquement sur les vies des centaines de millions de personnes. Leur bilan de ces trente dernières années est désastreux. De nombreuses vies ont été piétinées au nom d'un savoir scientifique que seuls les économistes orthodoxes prétendaient détenir. En économie, il existe plusieurs voies et donc plusieurs avenir sont envisageables. Il est impératif de faire accepter ce pluralisme.*

**Notre dette publique a atteint 100% du PIB, soit plus de 2000 milliards d'euros. N'est-il pas dangereux et irresponsable de léguer cette dette aux générations futures ?**

► *Ce sont des bêtises, la dette est un épouvantail qui sert à faire taire. Il n'y a rien de plus absurde que de se focaliser sur la dette sans prendre en compte le patrimoine. Nous ne léguons pas à nos enfants une dette publique, mais un patrimoine public, car le patrimoine des administrations publiques couvre la dette. Ensuite, si la dette était un réel problème, pourquoi nous privons-nous de recettes budgétaires en baissant la fiscalité des plus riches et des entreprises ? Il existe une forme de géométrie variable au sujet de la dette publique. Quand il s'agit de baisser la fiscalité des riches, la dette ne représente soudainement plus un problème. En revanche, dès lors qu'il s'agit d'investir dans les services publics, elle en devient un. De surcroît, la dette est soutenable puisque les taux d'intérêt sont extrêmement faibles. Depuis 2011, les experts vous annoncent qu'il faut pratiquer de l'austérité pour éviter que les taux ne remontent et que s'il venait à remonter, il faudrait davantage de mesures austéritaires. Taux d'intérêt faible ou pas, il n'y aurait qu'une seule voie : l'austérité généralisée. C'est absurde.*

**Dans cette économie mondialisée, l'Union européenne constitue-t-elle l'échelon pertinent de régulation et de prise de décision économique ?**

► *Le fonctionnement actuel de l'Union européenne renforce les effets délétères de la mondialisation. Concurrence fiscale avec la présence de plusieurs paradis fiscaux, dumping social et environnemental... le marché unique ne protège pas : il divise les Européens. Le marché unique a été construit pour satisfaire les intérêts des multinationales. L'Union européenne a créé la désunion des peuples européens et l'application sans critique des politiques libérales a alimenté la montée des sentiments anti-européens. Il faudrait mettre en oeuvre une autre Europe, plus démocratique, plus coopérative, plus solidaire et plus écologique, loin de celle véhiculée par la Commission européenne. J'estime que ne pas supporter cette Europe libérale, c'est précisément être européen.*

**En juillet dernier, Macron a parlé des "gens qui réussissent et ceux qui ne sont rien". De votre côté, vous récusez fermement ce "mythe" de la réussite individuelle.**

► *Le mythe de la réussite individuelle est instrumentalisé par les classes supérieures pour faire croire que chacun mérite son sort. Le petit pourcentage d'individus s'accaparant la*

majorité des richesses a intérêt à faire croire qu'ils le méritent. La meilleure façon de dominer le reste de la population est de faire accepter par tous, comme une vérité indiscutable, qu'un individu est maître de son destin et que la réussite ou l'échec ne sont dus qu'à sa seule personne. Derrière cette logique se niche l'idée qu'il faut baisser les impôts pour les plus riches.

Regardez Florent Pagny, qui est loin d'être le pire, mais qui est suffisamment représentatif pour servir d'exemple. Il s'exile au Portugal pour payer moins d'impôts, car, croit-il, il ne doit sa réussite qu'à lui-même. D'ailleurs, il ne cesse de le répéter : "Les gens n'ont qu'à gagner beaucoup d'argent". Mais qui achète ces disques ? Les Français dont la consommation est soutenue par la dépense publique. Qui joue sa musique ? Les radios et chaînes de télévision parfois publiques. Sa réussite dépend également d'un ensemble de facteurs : son capital humain largement influencé par les hôpitaux et l'école publique, les infrastructures comme les routes et salles de concert qui lui ont permis de faire ses tournées, des institutions qui lui ont offert les quotas de musique française et le développement des fréquences de radios et des chaînes de télévision démultipliant les supports pour jouer sa musique.

Retirez la moitié de ces éléments et vous êtes sûr que la fortune de Pagny serait beaucoup plus faible. La réussite tout comme l'échec ne sont pas individuels. Le faire croire permet de justifier plus facilement les cadeaux fiscaux aux plus riches et l'austérité à l'égard des plus pauvres.

### À l'aune de quels critères économiques jugerez-vous de la réussite ou non de ce quinquennat ?

► Pour moi, ce qui devrait paraître normal est de pouvoir de travailler dignement, pouvoir se soigner, manger des produits sains, pouvoir partir en vacances, vivre dans un environnement sain et toucher une pension de retraite décente pour terminer ses jours. Or, ce qui se dessine aujourd'hui en est l'exact opposé : les droits des salariés ont été abaissés avec la loi travail, les services publics sont asséchés, les normes sanitaires et environnementales sont rédigées pour les grands groupes, l'idée d'une retraite décente à un âge convenable est désormais considérée comme un luxe. Rien ne semble pouvoir arrêter cette spirale destructrice tant certains semblent persuadés qu'aucune autre alternative n'est crédible. C'est aussi pour cela que j'ai écrit ce livre. Pour que le citoyen se libère de cette servitude volontaire et refuse ces réformes.

### Vous concluez votre ouvrage par des "principes d'autodéfense contre la pensée dominante". Quels sont-ils ?

► Effectivement, je conclus le livre avec 10 principes d'autodéfense afin que les citoyens n'acceptent plus des soi-disant vérités économiques. Par exemple, le 2e principe est "ne jamais se laisser imposer les limites du possible". Il invite à ne pas accepter le cadre de

réflexion qu'on nous présente. Ce cadre, avec ces épouvantails comme la dette publique ou la mondialisation, n'a qu'un seul but : montrer qu'aucune alternative n'est possible. Il faut en finir avec ce discours dominant. Expliquer qu'il peut y avoir des alternances politiques sans alternance économique, c'est démocratiquement très grave. Ce n'est pas acceptable. Ces principes d'autodéfense ont pour but de réarmer le citoyen afin qu'il puisse davantage peser dans le rapport de force, qu'il exige plus de débats et qu'il soit en capacité de challenger les politiques.



**Thomas Porcher,**

*Traité d'économie hérétique,*

Fayard,

240 p., 18€,

mars 2018.